

**Alternative
Libertaire**

**anticapitalisme
autogestion**

la lutte par procuration, ÇA N'EXISTE PAS !

Le mouvement contre le CPE et le CNE ne cesse de prendre de l'ampleur et de se radicaliser. Le gouvernement est divisé. Si le mouvement s'étend aux entreprises (et il faut qu'il s'y étende), nous passerons un cran décisif de la crise politique. Pour l'instant, la jeunesse étudiante et lycéenne est restée trop seule à incarner l'opposition à un projet qui pourtant menace l'ensemble des salarié(e)s. Que faire à présent pour gagner ?

LA JEUNESSE NE DOIT PAS RESTER SEULE DANS LA RUE !

Le CPE, cela ne regarde pas que les jeunes. C'est une mesure stratégique pour le capitalisme : précariser les jeunes travailleur(se)s, c'est exercer une pression sur toutes et tous. C'est par coups de boutoir successifs et ciblés que le pouvoir procède à une régression sociale d'ensemble.

CNE pour les salarié(e)s des petites entreprises, « contrats seniors » pour les plus âgés, nouvelles règles facilitant les licenciements collectifs, retour de la directive Bolkestein, sans oublier le projet de réforme Sarkozy du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) : le titre de séjour dépendra du contrat de travail et livrera les étranger(e)s à l'arbitraire patronal.

Salarié(e)s du privé comme du public, nous pouvons agir. Pas au nom d'une solidarité abstraite avec les étudiant(e)s. Mais concrètement, chacun(e) d'entre nous côtoie déjà au quotidien des collègues soumis à des statuts précaires. Le climat est favorable, les conditions sont réunies : organisons dans chaque établissement des assemblées générales pour discuter de la façon de se joindre à la lutte. Face à cette tentative de démolition du code du travail, les salarié(e)s devraient être en mesure d'apporter une réponse à la hauteur, et **poser la question de la grève générale.** Si pour l'heure nous n'en sommes pas là, rien n'interdit de garder cette perspective à l'esprit.

CONSTRUISONS LA CONVERGENCE ÉTUDIANT(E)S/SALARIÉ(E)S

Étudiant(e)s et salarié(e)s n'ont pas forcément les mêmes rythmes de mobilisation. Mais l'attitude qui a consisté jusqu'ici, pour l'essentiel, à « déléguer » la lutte à la jeunesse, est suicidaire. En de nombreux endroits, des sections syndicales souhaiteraient agir en solidarité. Une invitation claire à se joindre à la lutte (par exemple un appel de la coordination nationale étudiante en direction des salarié-e-s, comme cela avait été le cas pendant le mouvement de 1986) peut jouer un rôle déterminant.

DANS LA LUTTE, GARDONS LE SOUCI DE L'UNITÉ ET DE LA DÉMOCRATIE

Le système politique actuel ne nous habitue pas à la démocratie réelle, celle des assemblées générales. Certains groupes politiques en abusent, s'essaient à la manipulation des AG, piétinent l'éthique syndicale, bafouent la démocratie. **Cela ne doit pas nous décourager,** mais nous inciter à être fermes sur les principes démocratiques : loyauté des personnes mandatées, mandat impératif ou semi impératif, transparence sur qui parle au nom de qui, etc. Même si certains ont une attitude exaspérante, l'heure n'est pas à la désunion, mais à l'unité d'action. Il sera toujours temps ensuite de tirer des bilans.

N'ATTENDONS RIEN DES PARTIS DE GAUCHE

Beaucoup de manifestant(e)s ont été écœuré(e)s de la présence de tous les « présidentiables » de la gauche caviar le 7 février. Une défaite de la rue ne déplairait pourtant pas à cette dernière, qui après sa triste prestation dans la « bataille parlementaire » contre le CPE, pourrait se redonner une utilité... en apparaissant comme un recours en 2007. Cette arrière-pensée inavouable n'est pas sans influencer certaines directions syndicales malheureusement liées à ces partis de gauche. Comment expliquer, sinon, leur attentisme ?

Il y a là un énorme enjeu politique. Savoir à qui il revient d'incarner l'alternative : à une gauche institutionnelle sclérosée, ou à la « gauche de la rue », celle des grévistes et des manifestant(e)s ?

Que la « gauche de la rue » ne compte que sur elle-même ! Battons-nous contre le CPE-CNE, dans l'optique de changer la société, pour la redistribution des richesses, pour l'autogestion, pour l'égalité, pour en finir avec le capitalisme. Nous ne voulons pas d'un nouveau 1981 !

pour changer la société, organisons-nous

POUR UNE ALTERNATIVE ANTICAPITALISTE

Alternative libertaire

BP 295

75921 PARIS Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire. Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.
 Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
 Je m'abonne à *Alternative libertaire* (25 euros pour un an, 18,30 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM..... TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....